



Ecole polytechnique
Direction des Achats

**ACCORD-CADRE
DE SERVICES**

MAINTENANCE, RENOUVELLEMENT ET DEVELOPPEMENT DU SYSTEME DE GESTION TECHNIQUE DES BATIMENTS (GTB) DE L'ECOLE POLYTECHNIQUE

**Cahier des clauses administratives
particulières (CCAP)**

Consultation n°

MX24-031

SOMMAIRE

1. DEFINITIONS.....	3
2. OBJET DU CONTRAT	3
3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT	4
4. DUREE DU CONTRAT ET DELAIS D'EXECUTION.....	4
5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT	Erreur ! Signet non défini.
6. CONDITIONS DE REALISATION DES PRESTATIONS.....	8
7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE	10
8. LITIGE ET SANCTIONS.....	12
9. FIN DU CONTRAT	15

ELEMENTS CLES DU CONTRAT

Acheteur	Ecole polytechnique
Type de contrat	Marché de services mono-attributaire composite avec partie forfaitaire et partie à bons de commande sans minimum avec maximum
Structure	Lot unique - 5 postes
Lieu d'exécution	Ecole polytechnique Direction du Patrimoine Immobilier (DPI) Route de Saclay 91128 Palaiseau cedex
Durée	12 mois reconductible 3 fois 12 mois
Pénalités de retard	Article 8 du présent contrat
Variation des prix	Révisables
Nature des prix	Forfaitaires et unitaires selon les prestations du contrat

1. DEFINITIONS

Terme	Définition
Contrat	: Le contrat est un accord-cadre passé en Appel d'offre ouvert - Code de la commande publique. Le contrat fait référence au CCAG Techniques de l'information et de la communication (TIC) du 30 mars 2021
Acheteur	: L'acheteur désigné dans le contrat agit en tant que pouvoir adjudicateur. Il est le donneur d'ordre du contrat pour le compte duquel le contrat est exécuté
Titulaire	: Le titulaire désigné dans le contrat est l'opérateur économique qui conclut le contrat avec l'acheteur. En cas d'attribution à un groupement d'opérateurs économiques, le titulaire désigne le groupement représenté par son mandataire.
Prestation	: La prestation est l'ensemble des tâches prévues au contrat qui incombent au titulaire et rémunérées par l'acheteur. Le terme prestation vise également une partie du contrat soumise à des règles spécifiques.

2. OBJET DU CONTRAT

2.1. Description des prestations

■ Objet de la prestation :

Le contrat porte sur les prestations suivantes : Maintenance, renouvellement et développement du système de gestion technique des bâtiments (GTB) de l'Ecole polytechnique.

■ Lieu d'exécution :

Le lieu d'exécution des prestations est **Ecole polytechnique Direction du Patrimoine Immobilier (DPI) Route de Saclay 91128 Palaiseau cedex.**

■ Pièces contractuelles :

Le contrat est constitué des documents énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement et son annexe financière ;
- le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- le CCTP et ses annexes ;
- les bons de commande ;
- les actes modificatifs contractualisés en phase d'exécution ;
- l'offre technique et financière du titulaire.

2.2. Intervenants

Les prestations sont réalisées pour le compte de l'acheteur **Ecole polytechnique**, représenté par Ecole polytechnique.

Adresse et coordonnées :

Route de Saclay
Palaiseau
91128 Palaiseau
Téléphone : 0169333230

3. STRUCTURE ET FORME DU CONTRAT

■ Décomposition de la prestation et forme du contrat :

Les prestations sont décomposées en **5 postes**. La forme varie selon les éléments du contrat comme suit :

Type	Objet et forme
Poste	Poste n°1 Maintenance préventive, Vérifications périodiques et assistance technique : Prestations forfaitaires
Poste	Poste n°2 Maintenance curative Niveau 1 à 2 : Prestations forfaitaires
Poste	Poste n°3 Maintenance curative Niveau 3 à 4 : Prestations à bons de commande avec 40 000 euros HT maxi par an
Poste	Poste n°4 Maintenance niveau 5 - Travaux neufs : Prestations à bons de commande 200 000 euros HT maxi par an
Poste	Poste n°5 Assistance aux chantiers neufs : Prestations à bons de commande 70 000 euros HT maxi par an

■ Nature de la prestation :

Les prestations relèvent d'un contrat de **services**.

■ Présentation des bons de commande :

Les prestations des postes 3,4 et 5 à réaliser sont définies au fur et à mesure des besoins au moyen de bons de commande qui comportent :

- nom et adresse du titulaire,
- numéro et date du contrat,
- numéro et date du bon de commande,
- numéro de l'engagement juridique,
- lieu de réalisation des prestations,
- adresse de facturation si elle diffère de celle prévue au contrat,
- désignation et quantités des prestations à réaliser,
- délais maxima de réalisation des prestations,
- montant total hors taxes de la commande,
- taux et montant de la TVA,
- montant total TTC.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commande sont : le Directeur du patrimoine immobilier ou son représentant.

4. DUREE DU CONTRAT ET DELAIS D'EXECUTION

■ Durée du contrat :

Le contrat est conclu pour une durée de **12 mois** à compter de la notification du contrat. Les prestations débiteront **à compter de la date de notification du contrat**.

Il s'agit de la période dans laquelle peuvent être émis les bons de commande pour les postes concernés.

■ Délais d'exécution :

Les délais d'exécution des prestations sont les suivants :

- L'exécution de la maintenance est annuelle.
- Les délais d'exécution des prestations des postes 3,4 et 5 sera fixé dans chaque bon de commande.

■ Reconduction et modalités :

Le contrat est conclu pour une durée initiale de 1 an puis reconductible de manière tacite 3 fois, pour une période de 1 an, soit une durée maximale de 4 ans.

L'acheteur prend la décision de ne pas reconduire le contrat 1 mois avant la date de fin de la période d'exécution en cours.

Le titulaire ne peut pas refuser la décision de reconduction du contrat.

■ Reconduction anticipée du contrat :

Si le montant maximum de la période de reconduction est atteint pour les postes à bons de commande, avant la fin de sa durée de validité, l'acheteur se réserve la possibilité de notifier au titulaire une reconduction anticipée du contrat.

■ Délai des bons de commande :

Le délai d'exécution des prestations est fixé pour chaque bon de commande. Il tient compte de la nature et de la quantité des prestations à réaliser.

Le délai court à compter de la date prescrite par le bon de commande ou, à défaut, à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

5. PRIX ET CONDITIONS DE PAIEMENT

5.1. Prix du contrat

■ Nature des prix :

Les prix du contrat sont **forfaitaires** pour les prestations suivantes :

- Poste n°1 Maintenance préventive, Vérifications périodiques, Assistance technique
- Poste n°2 Maintenance curative Niveau 1 à 2

Les prix du contrat sont **unitaires** pour les prestations suivantes :

- Poste n°3 Maintenance curative Niveau 3 à 4
- Poste n°4 Maintenance niveau 5 - Travaux neufs
- Poste n°5 Assistance aux chantiers neufs

■ Variation des prix :

Les prix du contrat sont **révisables** à la hausse comme à la baisse par application d'une formule de variation.

La **formule de variation** utilisée est $0.15 + 0.85 \times (I/I_0)$.

La liste des index utilisés est la suivante :

Code index (I)	Libellé de l'index
SYN	Syntec (sociétés assujetties à la tva)

Les index sont publiés sur le MONITEUR.

La **date d'établissement des prix** (Mois 0) est fixée au Mois de remise des offres.

Le premier calcul du coefficient de révision interviendra au début de la 2ème période de l'accord-cadre.

Le coefficient de révision sera calculé **tous les 12 mois**.

Le coefficient de variation obtenu est **arrondi** à 3 décimales au millième supérieur.

■ **Contenu des prix :**

Les prix du contrat comprennent :

- les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations prévues au contrat ;
- les charges fiscales et autres charges éventuelles qui frappent les prestations ;
- les frais éventuels de conditionnement, stockage, emballage, assurance et transport ;
- les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

■ **TVA :**

Les demandes de paiement sont adressées en montant HT et TTC.

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du Code général des impôts.

5.2. Conditions de paiement

■ **Avance :**

Sauf renoncement, une avance est prévue si le montant de la commande est supérieur à 50 000 € HT et le délai d'exécution supérieur à 2 mois. Le taux de cette avance est fixé à 5%. Le taux de l'avance est fixé à 30% (option A du CCAG) si le titulaire ou le sous-traitant est une PME, dans les conditions prévues à l'article R. 2191-7 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance n'est pas révisable.

Le versement de l'avance n'est pas conditionné à la constitution d'une garantie à première demande par le titulaire.

L'avance est remboursée entre 65% et 80% d'avancement des prestations.

Le remboursement de l'avance s'impute de manière progressive et linéaire sur les sommes dues au titulaire, au prorata de l'avancement des prestations, entre les seuils de début et de fin du remboursement.

■ **Paiement des membres du groupement :**

En application de l'article 12.1.1 du CCAG, en cas de groupement solidaire, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet la répartition des paiements pour chacun des cotraitants, sur la base de l'état de répartition du montant du contrat par cotraitant fixé dans son offre.

■ **Présentation des demandes de paiement :**

Les demandes de paiement comprennent les mentions suivantes :

- le nom et la raison sociale du créancier, une date d'émission et un numéro unique ;
- le numéro RCS, de SIRET et TVA intracommunautaire ;
- les dates de réalisation des prestations ;
- le numéro du contrat ;
- la nature, quantité et montant hors taxes des prestations réalisées ;
- le taux de TVA applicable ;

- la désignation de l'acheteur et son SIRET ;
- les éventuelles autres mentions demandées par l'acheteur après la notification du contrat.

Elles sont transmises de manière électronique dans les conditions prévues par les articles L2192-1 et suivants du Code de la commande publique sur le portail Chorus Pro à l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr/>

Pour être en mesure de déposer ses factures, le titulaire devra fournir les informations suivantes :

- le numéro d'identification de l'Ecole polytechnique qui est le numéro SIRET suivant : **19911568400011** ;
- la raison sociale de l'entreprise (ou le nom du propriétaire) ;
- l'adresse commerciale ;
- les références d'inscription au registre du commerce ;
- le numéro d'identification attribué au titulaire par l'Institut National de la Statistique et des Études Économiques (N° SIREN) ;
- le numéro du compte bancaire ou postal tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement ;
- le numéro d'engagement juridique correspondant au n° du marché ;
- le code du Service Exécutant (code SE) : DPI (pour les situations de travaux traitées par la DPI).

Ces informations sont indispensables pour l'acheminement et le traitement des demandes de paiement par le service en charge de son paiement.

Dès lors que la transmission de ses factures est bien prise en compte sur le portail Chorus pro, le titulaire de du marché public ne pourra plus utiliser la facturation papier. Le titulaire ne pourra utiliser de nouveau la facturation papier qu'en cas de dysfonctionnement du système Chorus.

Les informations utiles aux modalités d'utilisation du portail et de transmission des factures sont disponibles directement sur le site <https://chorus-pro.gouv.fr>

■ Périodicité des paiements :

- Pour les postes 1 et 2, les prestations de maintenance seront réglées trimestriellement à terme échu à la réception et validation par l'acheteur du rapport trimestriel d'activité.
- Pour les postes 3,4 et 5 les prestations seront réglées après leur admission par le Directeur du patrimoine immobilier. Le règlement de chaque bon de commande vaut paiement partiel définitif. **La facture du titulaire devra être obligatoirement envoyée un mois maximum après la réalisation de chaque prestation sous peine de se voir appliquer une pénalité prévue à l'article 8.10 du présent CCAP.**
- La facturation des pièces ne sera faite que lors de l'usage de ces pièces. Il n'est pas prévu de frais de tenue de stock sauf si le titulaire justifie que le stock sera réalisé in-situ.

■ Régime des paiements :

Les prestations du contrat sont réglées par paiement partiel définitif. (Article R2191-26 du Code de la commande publique).

■ Comptable assignataire des paiements :

Agent comptable de l'Ecole polytechnique
Ecole polytechnique
Direction comptable
Route de Saclay
Palaiseau
91128

■ Délai de paiement :

Le délai de paiement est de **30 jours** à compter de la réception de la demande de paiement ou du service fait si celui-ci est postérieur à la date de réception de la demande de paiement.

En cas de dépassement du délai de paiement, des intérêts moratoires sont versés au titulaire, calculés par application de la formule suivante :

$$IM = M \times J/365 \times \text{Taux IM} + F$$

Dans laquelle :

IM : montant des intérêts moratoires

M : montant TTC de la demande de paiement

Taux IM : taux de la Banque Centrale Européenne en vigueur majoré de 8 points

J : nombre de jours calendaires entre la date limite et la date réelle de paiement

F : forfait de 40 € de frais de recouvrement

6. REALISATION DES PRESTATIONS

6.1. Conditions de réalisation des prestations

■ Livrables

Dans le cadre de l'exécution, le titulaire est tenu fournir des documents dans les conditions indiquées dans le CCTP.

■ Documentation

Le titulaire s'engage à fournir à la livraison toute la documentation nécessaire à une utilisation et un fonctionnement correct du matériel et/ou du logiciel livré, ainsi qu'à son entretien courant.

Si la documentation est rédigée dans une autre langue, elle doit être accompagnée d'une traduction en français.

Il s'engage à fournir les éventuels rectificatifs sans supplément de prix.

6.2. Constatation de l'exécution des prestations et garantie

■ Opérations de vérification :

Par dérogation aux articles 23 à 28 du CCAG TIC, les prestations sont soumises aux vérifications suivantes :

- Postes 1,2 et 3 :

La facture signée par le Directeur du patrimoine immobilier ou son représentant vaut vérification et admission.

- Postes 4 et 5 :

Les prestations sont soumises à des vérifications destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations prévues dans le marché.

Un procès-verbal d'admission des prestations des postes n°3,4 et 5 sera notifié au titulaire par l'Ecole polytechnique dès lors qu'elle aura constaté l'exécution de celles-ci. La date de notification du procès-verbal d'admission sera la date de l'avis de réception de la télécopie, du courrier postal ou de l'accusé réception par courriel. Le titulaire disposera de 5 jours ouvrés au maximum à compter de la date de notification pour présenter ses réserves par lettre recommandée avec avis de réception.

■ **Ajournement, réfaction et rejet**

- **Ajournement**

L'acheteur, lorsqu'il estime que des prestations ne peuvent être reçues que moyennant certaines mises au point, peut décider d'ajourner la réception des prestations selon les conditions fixées par l'article 28.2 du CCAG TIC.

- **Réfaction**

Lorsque l'acheteur estime que des prestations, sans être entièrement conformes aux stipulations de l'accord-cadre, peuvent néanmoins être reçues en l'état, il peut les admettre avec réfaction de prix proportionnelle à l'importance des imperfections constatées, dans les conditions de l'article 28.3 du CCAG TIC.

- **Rejet**

Lorsque l'acheteur estime que les prestations sont non conformes aux stipulations de l'accord-cadre et ne peuvent être reçues en l'état, il en prononce le rejet partiel ou total selon les conditions de l'article 28.4 du CCAG TIC.

■ **Garantie :**

Les prestations du contrat sont assorties d'une garantie d'une durée de 2 ans.

■ **Régime de la garantie :**

Pendant le délai de garantie, le titulaire exécute les réparations qui lui sont prescrites par l'acheteur.

Au titre de la garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais la partie de la prestation qui serait reconnue défectueuse, sauf si la défectuosité est imputable à l'acheteur.

Cette garantie couvre les frais de déplacement, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Le titulaire dispose de 5 jours ouvrés pour effectuer les mises au point et réparations demandées. Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

■ **Maintenance**

La maintenance objet de l'accord-cadre prévue notamment à l'article 6 du CCTP comprend les interventions demandées par l'acheteur, en cas de fonctionnement défectueux de l'un quelconque des éléments faisant l'objet de l'accord-cadre, ainsi que l'entretien préventif.

La maintenance porte également sur les modifications apportées aux prestations livrées sur l'initiative du titulaire. L'acheteur est préalablement avisé de ces modifications ; il peut s'y opposer.

L'acheteur ne peut faire effectuer les opérations de maintenance non prévues par l'accord-cadre qu'après accord du titulaire.

Lorsque la maintenance est effectuée dans les locaux de l'acheteur, les interventions s'effectuent à l'intérieur d'une plage horaire mentionnée appelée période d'intervention.

Le décompte du délai imparti au titulaire pour répondre à une demande d'intervention ne court que pendant cette période qui s'étend de 8 h30 à 17h30, du lundi au vendredi, jours fériés exclus.

L'acheteur assure aux préposés du titulaire chargés de la maintenance, qu'il a agréés, l'accès de ses locaux.

Il peut retirer son agrément, par une décision motivée dont il informe le titulaire. Pendant leur présence dans les locaux du pouvoir adjudicateur, les préposés du titulaire sont assujettis aux règles d'accès et de sécurité, établies et communiquées au titulaire par l'acheteur.

7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE

■ Assurances :

Le titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

Il doit justifier, dans un délai de quinze jours à compter de la notification du contrat et avant tout début d'exécution de celui-ci, qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation dans un délai de 15 jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

■ Confidentialité et protection des données personnelles :

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du contrat, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents signalés comme présentant un caractère personnel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires afin d'éviter que ces informations ou documents ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître.

Les parties s'engagent à respecter la réglementation applicable au traitement de données à caractère personnel et le règlement (UE) 2016/679 sur la protection des données du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016.

Chaque partie est tenue au respect des règles relatives à la protection des données personnelles auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat et s'engage à :

- les traiter conformément à l'usage prévu au contrat ;
- les traiter selon les instructions du donneur d'ordre ;
- garantir leur confidentialité ;
- limiter l'accès aux seules personnes autorisées ;
- signaler toute violation de ces règles auprès de l'acheteur et de la CNIL.

Pour assurer cette protection, il incombe à l'acheteur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du contrat.

Le cas échéant, le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et des mesures de protection qui s'imposent à lui pour l'exécution du contrat et s'assurer du respect de ces obligations par ses sous-traitants.

■ Obligation de vigilance :

Le titulaire remet :

1) avant le début de chaque détachement d'un salarié, une attestation sur l'honneur indiquant son intention de faire appel à des salariés détachés et dans l'affirmative :

- une copie de la déclaration de détachement transmise à l'unité départementale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation du travail et de l'emploi, conformément aux dispositions des articles R. 1263-4-1 et R. 1263-6-1 du Code du travail ;
- une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article R. 1263-2-1 du Code du travail (décret 2016-27 du 19 janvier 2016 relatif aux obligations des maîtres d'ouvrage et des donneurs d'ordre dans le cadre de la réalisation de prestations de services internationales).

2) Lors de la conclusion du contrat, une attestation sur l'honneur indiquant son intention d'employer des

salariés étrangers et dans l'affirmative, communique la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L. 5221-2 du Code du travail en précisant pour chaque salarié (D. 8254-2 du même code) :

- sa date d'embauche ;
- sa nationalité ;
- le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

3) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, le titulaire doit fournir des documents datant de moins de 6 mois attestant qu'il est à jour de ses obligations sociales (paiement des cotisations et contributions sociales) auprès de l'URSSAF, au 31 décembre de l'année précédente, et du paiement des impôts et taxes dus au Trésor public :

- le certificat social URSSAF ;
- une attestation fiscale ou de régularité fiscale (arrêté du 25 mai 2016 fixant les impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution de marchés publics et de contrats de concession).

4) Lors de l'attribution et avant la notification du contrat, puis tous les 6 mois, le titulaire fournit les documents attestant de sa régularité en matière de lutte contre le travail dissimulé en fournissant :

- une attestation de fourniture des déclarations sociales et de paiement des cotisations et contributions de sécurité sociale prévue à l'article L. 243-15 du Code de la sécurité sociale émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions datant de moins de six mois dont elle s'assure de l'authenticité auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale (attestation de vigilance).

5) Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- un devis, un document publicitaire ou une correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou à une liste ou un tableau d'un ordre professionnel, ou la référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente ;
- un récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises pour les personnes en cours d'inscription.

■ **Protection de la main-d'œuvre :**

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

■ **Réparation des dommages :**

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens du titulaire par l'acheteur du fait de l'exécution du contrat sont à la charge de l'acheteur.

■ **Sous-traitance :**

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution d'une partie des prestations du contrat après acceptation du sous-traitant par l'acheteur.

La sous-traitance peut être autorisée pour la maintenance préventive.

La sous-traitance ne pourra être autorisée pour la maintenance curative, à moins que le titulaire puisse s'engager sur les délais d'intervention et de résolution des incidents.

Le titulaire remet à l'acheteur une déclaration de sous-traitance (formulaire DC4 téléchargeable sur <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires>) remplie et signée par le sous-traitant et le titulaire, comportant la nature et le montant des prestations sous-traitées ainsi que les conditions de paiement. Cette déclaration s'accompagne des documents attestant des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ainsi que de sa régularité fiscale et sociale.

Le sous-traitant a droit au paiement direct si le montant sous-traité est supérieur à 600 euros TTC.

Le titulaire demeure responsable de la bonne exécution des prestations prévues au contrat et du respect de toutes les autres obligations du contrat. Il apporte aux sous-traitants toutes les informations utiles pour garantir la bonne exécution du contrat.

8. LITIGE ET SANCTIONS

8.1. Généralités

Les dépassements sont indiqués en jours calendaires.

Les pénalités de retard applicables seront annuellement limitées à 10% du marché annuel.

Si le montant théorique atteint les 20% (hors travaux neufs complémentaires au marché) l'acheteur s'accorde le droit de résilier le contrat.

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de force majeure et en cas d'interruption dans la fourniture d'électricité, d'énergies et de disparition des moyens de communication qui impacteraient directement les installations et dont le titulaire n'a pas la maîtrise.

En cas d'événement accidentel grave ou de réparations lourdes arrêtées d'un commun accord entre le titulaire et la personne chargée de la conduite du marché, les pénalités correspondantes pourront ne pas être appliquées sur décision de la personne chargée de la conduite du marché.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG, les pénalités pour retard s'appliquent dès le premier euro.

8.2. Pénalité pour retard dans la mise à jour documentaire

G.M.A.O., D.O.E. et documentations techniques : suite à toutes actions de maintenance préventive, corrective ou de prestations liées à la part à commande, le titulaire met à jour l'ensemble des documentations techniques sous 7 jours. En cas de mises à jour non effectuées, une pénalité de 100 € est applicable par jour et par item.

8.3. Pénalité pour retard dans la restitution des documents de l'état des lieux initial

En cas de dépassement du délai maximum de trois mois pour l'état des lieux initial et la restitution des documents décrits à l'article 3.3 du CCTP, une pénalité de 150€ par jour de retard est applicable.

8.4. Pénalité pour retard dans la réception des prestations ayant fait l'objet d'un bon de commande – maintenance de niveau 5

En cas de dépassement de délai indiqué dans le bon de commande, une pénalité de 100 € par jour de retard est applicable.

8.5. Pénalité pour retard dans l'exécution de la maintenance préventive

Sur la base du programme de maintenance préventif qui sera soumis par le titulaire du marché et soumis à l'avis de l'acheteur dans les 3 mois à date de signature du marché.

8.6. Pénalité pour répétition des défaillances pour un équipement

A partir de la deuxième défaillance constatée sur un même équipement dans les deux mois qui suivent une intervention de maintenance corrective ou préventive, une pénalité de 100 € est applicable, et pour chacune de celles qui suivrait.

8.7. Pénalité pour non établissement d'un permis de feu

Les actions nécessitant l'obtention préalable d'un permis de feu, et qui auront été réalisées sans ce permis, feront l'objet d'une pénalité. Cette pénalité applicable est fixée à :

- 50 € si les actions n'ont pas déclenché de détection incendie ;
- 300 € si la détection incendie a été déclenchée.

8.8. Pénalité pour la non remise du rapport trimestriel

Dans le cas d'une non remise du rapport trimestriel concernant les consommations réelles et prévisionnelles du bâtiment, une pénalité de 100€ est applicable par jour de retard.

8.9. Pénalité pour la non remise du rapport trimestriel

Dans le cas d'une non remise du rapport d'analyse prévu à l'article 7.2.2 du CCTP, une pénalité de 100€ est applicable par jour de retard.

8.10. Pénalité pour absence aux réunions programmées

L'absence des représentants du titulaire aux réunions programmées dans le CCTP implique une pénalité de cinquante euros (50 €) par personne et par absence.

8.11. Pénalité pour retard dans la présentation de la facture

La facture du titulaire devra être obligatoirement envoyée un mois maximum après la réalisation de chaque prestation sous peine de se voir appliquer une pénalité de 35 euros (35 €) par jour de retard.

8.12. Pénalité pour retard dans le planning de la maintenance préventive et corrective (Article 6.1 du CCTP – Maintenance niveau 1 et 2)

Selon le planning des maintenances préventives et correctives établi en début de contrat :

- En cas d'accumulation de retard de plus deux jours dans l'exécution d'une maintenance préventive hebdomadaire ou bimensuelle, une pénalité de 100€ par jour est applicable.
- En cas d'accumulation de retard de plus d'une semaine dans l'exécution d'une maintenance préventive mensuelle ou bimestrielle, une pénalité de 200€ par jour est applicable.
- En cas d'accumulation de retard de plus de deux semaines dans l'exécution d'une maintenance préventive trimestrielle ou semestrielle, une pénalité de 300€ par jour est applicable.
- En cas d'accumulation de retard de plus de trois semaines dans l'exécution d'une maintenance préventive annuelle ou biennale, une pénalité de 400€ par jour est applicable.

En cas d'accumulation de retard de plus d'un mois dans l'exécution d'une maintenance préventive triennale ou quadriennale, une pénalité de 500€ par jour est applicable.

8.13. Pénalité pour retard dans le planning de la maintenance préventive et corrective (Article 6.1 du CCTP – Maintenance niveau 3 et 4)

Selon le planning d'intervention avec mention des délais de diagnostics et/ou d'approvisionnements, soumis à l'avis du maître d'ouvrage à date de validation des mentions :

- En cas d'accumulation de retard de plus deux jours dans l'exécution d'une maintenance préventive hebdomadaire ou bimensuelle, une pénalité de cent euros (100€) par jour est applicable.
- En cas d'accumulation de retard de plus d'une semaine dans l'exécution d'une maintenance préventive mensuelle ou bimestrielle, une pénalité de deux cents euros (200€) par jour est applicable.
- En cas d'accumulation de retard de plus de deux semaines dans l'exécution d'une maintenance préventive trimestrielle ou semestrielle, une pénalité de trois cents euros (300€) par jour est applicable.
- En cas d'accumulation de retard de plus de trois semaines dans l'exécution d'une maintenance préventive annuelle ou biennale, une pénalité de quatre cents euros (400€) par jour est applicable.

En cas d'accumulation de retard de plus d'un mois dans l'exécution d'une maintenance préventive triennale ou quadriennale, une pénalité de cinq cent euros (500€) par jour est applicable.

8.14. Pénalité pour retard dans le planning de la maintenance préventive et corrective (Article 5.3.1 du CCTP – Maintenance niveau 5 – Travaux neufs)

Selon le planning des travaux établis dans l'offre de l'entreprise et validé par la maîtrise d'ouvrage :

- En cas de dépassement de plus de 30 jours sur le planning initial : 0.1 % du montant du devis par jour calendaire dans la limite de 10 % du montant de la prestation ou de la part de la prestation réalisée.

8.15. Autres dispositions

■ Résiliation pour faute :

L'acheteur peut résilier le contrat aux torts du titulaire et après mise en demeure restée sans effet pour les motifs prévus à l'article 42.1 du CCAG. Cette résiliation ne donne droit à aucune indemnisation du titulaire et n'éteint pas l'action éventuelle de l'acheteur en réparation des préjudices causés par la faute du titulaire.

■ Exécution aux frais et risques du titulaire

En cas d'inexécution des prestations dans les délais impartis, ou en cas de résiliation du marché aux torts du titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de faire procéder à un tiers l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire. Dans ce cas, la décision lui sera notifiée dans la lettre de résiliation.

■ Tribunal compétent

En cas de litige le tribunal compétent est le suivant

TA de Versailles
56 avenue de Saint Cloud
Versailles
78011 Versailles

Téléphone : 0139205400

Courriel : greffe.ta-versailles@juradm.fr

Site internet : <http://ta-versailles.juradm.fr>

9. FIN DU CONTRAT

■ Résiliation pour motif d'intérêt général :

À tout moment l'acheteur peut résilier le contrat pour motif d'intérêt général. Cette résiliation ouvre droit à indemnisation du titulaire.

L'indemnisation est fixée à 5% du montant HT du contrat diminué du montant des prestations déjà réalisées.

Le titulaire peut également être indemnisé des investissements et frais engagés pour l'exécution du contrat et non pris en compte dans le montant des prestations réglées. A cette fin, le titulaire fournit tous les justificatifs utiles pour apprécier l'indemnité.

■ Certificat de bonne exécution :

Si le contrat a été exécuté dans les délais et niveaux de qualité prévus au cahier des charges, l'acheteur peut, à la demande du titulaire, établir un certificat de bonne exécution du contrat à faire valoir sur sa candidature pour d'autres appels d'offres.

Liste des dérogations au CCAG TIC :

La rubrique *Opérations de vérification* de l'article 6.2 du contrat déroge à l'article 23 à 28 du CCAG-TIC

La rubrique *Pénalités pour retard* de l'article 8.1 du contrat déroge à l'article 14.1.3 du CCAG-TIC